

**DOSSIER DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT  
GÉNÉRAL AU TITRE DE L'ARTICLE L 211-7**

**Travaux d'entretien des Rus du Pays de Meaux**

**Pièces constitutives**

**1 – Note de présentation**

**2 – Programme pluriannuel d'entretien**



**MAITRISE D'OUVRAGE**

**SYNDICAT MIXTE MARNE ET RUS DU PAYS  
DE MEAUX**

2 Place de l'Hôtel de Ville Jacques Chirac  
77107 MEAUX

Tél. 01.60.09.97.00  
Fax : 01.60.09.97.37

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**



**Service de l'Eau Potable et des Milieux Aquatiques  
SEPOMA**

Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture  
HOTEL DU DÉPARTEMENT  
CS 50377 | 77 010 MELUN CEDEX  
Tél. : 01.64.14.76.65  
safiya.cisse@departement77.fr

**DOSSIER DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT  
GÉNÉRAL AU TITRE DE L'ARTICLE L 211-7**

-----  
**Travaux d'entretien des Rus du Pays de Meaux**

**1 – NOTE DE PRESENTATION**



**MAITRISE D'OUVRAGE**

**SYNDICAT MIXTE MARNE ET RUS DU PAYS  
DE MEAUX**

2 Place de l'Hôtel de Ville Jacques Chirac  
77107 MEAUX

Tél. 01.60.09.97.00  
Fax : 01.60.09.97.37

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**



**Service de l'Eau Potable et des Milieux Aquatiques  
SEPOMA**

**Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture**  
HOTEL DU DÉPARTEMENT  
CS 50377 | 77 010 MELUN CEDEX  
Tél. : 01.64.14.76.65  
safiya.cisse@departement77.fr

## **NOTE DE PRÉSENTATION**

L'intervention des collectivités territoriales, en matière d'aménagement et d'entretien des cours d'eau, est réglementée par le Code de l'Environnement, particulièrement par les articles L.215-15 et L.214.

Préalablement à leur réalisation, ces travaux doivent être reconnus d'intérêt général ou d'urgence, en application de l'article L.211.7 (codifié par l'article R214.88 et suivants).

Le présent document, établi conformément aux décrets n°93-742, n°93-743 du 29 mars 1993 et n°93-1182 du 21 octobre 1993 modifié par les décrets n° 2006-880 et n°2006-881 du 17 juillet 2006 et par le décret n°2007-1760 du 4 décembre 2007, constitue le dossier d'enquête au titre de la déclaration d'intérêt général.

## **SOMMAIRE**

<b>NOTE DE PRÉSENTATION.....</b>	<b>2</b>
<b>A. PRÉSENTATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>3</b>
1. Nom et adresse du pétitionnaire.....	3
2. Localisation du projet .....	3
3. Description sommaire des travaux.....	3
4. Justificatif de l'intérêt général .....	3
<b>B. NOTICE EXPLICATIVE .....</b>	<b>5</b>
1. Caractéristique des travaux.....	5
2. Appréciation sommaire des dépenses .....	5
3. Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux .....	6
4. Modalités d'entretien.....	6
5. Eléments graphiques .....	6
<b>C. INCIDENCE ET COMPATIBILITE DU PROJET .....</b>	<b>7</b>
1. Incidence du projet.....	7
2. Compatibilité du projet .....	7

## A. PRESENTATION GENERALE

### 1. Nom et adresse du pétitionnaire

#### SYNDICAT MIXTE MARNE ET RUS DU PAYS DE MEAUX

<b>Président</b>	M. Régis SARAZIN	<b>Adresse</b>
<b>Téléphone</b>	01.60.09.97.00	2 Place de l'Hôtel de Ville Jacques Chirac
<b>Fax</b>	01.60.09.97.37	77107 Meaux

### 2. Localisation du projet

Les travaux envisagés concernent les cours d'eau de :

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux (CAPM) pour les communes de Meaux, Fublaines, Germiny-l'Évêque, Montceaux-lès-Meaux, Nanteuil-lès-Meaux, Poincy, Trilport, Barcy, Chambry, Chauconin-Neufmontiers, Crégy-lès-Meaux, Forfry, Gesvres-le-Chapitre, Isles-lès-Villenoy, Mareuil-lès-Meaux, Monthyon, Penchard, Saint-Soupplets, Trilbardou, Varreddes, Vignely et Villenoy, Villemareuil, Saint-Fiacre, Boutigny et Quincy-Voisins
- la Communauté de Communes Plaines et Monts de France pour les communes de Cuisy, Iverny, Le Plessis-aux-Bois, Le Plessis l'Évêque et Villeroy.

### 3. Description sommaire des travaux

Le but de l'entretien est d'assurer le libre écoulement de l'eau. Bien que l'aspect restauration de la ripisylve soit prioritaire (retour au bon état des masses d'eau), les travaux d'entretien prennent également en considération l'aspect hydraulique car certains embâcles sont des obstacles à la continuité écologique.

Sur l'ensemble du linéaire de 41,8 km, les travaux seront réalisés sur une période de 5 ans renouvelable, conduisant ainsi à l'entretien annuel d'un linéaire d'environ 7,9 km.

Les travaux consistent en :

- un désencombrement du lit de la rivière par enlèvement des embâcles (les petits embâcles ne gênant pas l'écoulement ou bien fixés seront laissés en place),
- un entretien sélectif de la végétation des rives par élagage, recépage et coupe des arbres morts ou dangereux,
- une renaturation du cours d'eau par des opérations de plantation avec des espèces locales et de retrait de petits seuils

### 4. Justificatif de l'intérêt général

Le présent projet vise à mettre en place une action globale sur les cours d'eau de la CAPM selon trois objectifs :

- **restaurer le libre écoulement des eaux.** En effet, certains embâcles sont de véritables obstacles à la continuité écologique et constituent un frein au bon écoulement des eaux favorisant ainsi l'augmentation de la lame d'eau et l'aggravation des crues naturelles de la rivière.
- **diversifier les habitats** en rajeunissant et en diversifiant la ripisylve. De plus, la réalisation de plantations sur les secteurs dénudés limitera l'érosion des berges et le réchauffement des eaux et **favorisera l'amélioration des écosystèmes** par interventions localisées sur la morphologie du cours d'eau.
- **instaurer une gestion sur l'ensemble de la rivière**, afin d'éviter le broyage non sélectif de la végétation des berges par les propriétaires riverains.

Ce programme pluriannuel répond ainsi à la volonté commune du Communauté d'agglomération du Pays De Meaux et du Conseil départemental de Seine-et-Marne, de contribuer au bon état écologique de ces cours d'eau.

La bonne conduite du programme d'entretien de ces rus nécessite une cohérence des actions. C'est pourquoi, l'entretien sera effectué sur des parcelles publiques et privées.

Ces éléments justifient l'intérêt général des travaux d'entretien de la végétation du lit et des berges de ces cours d'eau.

## B. NOTICE EXPLICATIVE

### 1. Caractéristique des travaux

Les travaux sont présentés de façon détaillée dans le document ci-joint dénommé « programme pluriannuel d'entretien des rus du Pays de Meaux ».

#### a. Travaux d'entretien régulier

Ils consistent essentiellement en un entretien de la végétation, associé ponctuellement à un nettoyage du lit, le tout ayant comme objectif une maîtrise de la végétation et un meilleur écoulement des eaux en préservant le potentiel biologique et paysager de cette vallée. Ils peuvent être détaillés ainsi :

- enlèvement des embâcles majeurs induisant des contraintes physiques (libre écoulement des eaux, déstabilisation et/ou érosion des berges, colmatage du lit) et des perturbations biologiques (migration piscicole) ainsi que les embâcles d'origine artificielle ou menaçant les ouvrages. Les petits embâcles seront laissés en place afin de servir d'abris ou de contre-courants. Toutes les précautions seront prises lors de l'enlèvement des embâcles pour qu'aucune frayère ne soit détruite,
- coupe sélective et non systématique des tiges et branches basses gênant l'écoulement des eaux,
- préservation de la végétation hygrophile (iris, roseaux, massettes ...) installée en pied de berge et servant de refuge à de nombreuses espèces (poules d'eau ...) tout en conservant un chenal d'écoulement des basses eaux,
- abattage non systématique des arbres sains ou morts risquant d'être dessouchés et de basculer dans le lit de la rivière,
- recépage des jeunes pousses et des anciennes souches (à l'exclusion du peuplier qui sera éliminé) ayant rejeté en haut de la berge afin de sélectionner les meilleures tiges et de réinstaller un cordon végétalisé le long de la rivière,
- sélection de la ripisylve afin d'obtenir une diversité des essences et des âges du boisement présent,
- entretien des vieux saules têtards en place qui servent d'abris à de nombreuses espèces,
- coupe d'espèces indésirables et inadaptées tels que les peupliers hybrides ou les résineux.

Tous les produits provenant du déboisement et de l'enlèvement d'embâcles, tels que houppiers, branches et bois d'un diamètre inférieur à 15 cm, seront éliminés selon la réglementation en vigueur. Les arbres d'un diamètre supérieur à 15 cm seront coupés en grumes et mis en dépôt, sur la parcelle correspondante, à 4 m minimum de la berge.

**Remarque sur la préservation de la ripisylve** : outre son intérêt paysager, celle-ci assure une bonne tenue des berges par l'entrelacs de racines et, par l'ombrage procuré, prévient des proliférations d'espèces hygrophiles. Ces cours d'eau de la CAPM ont des berges partiellement boisées. Ainsi, des plantations, issues d'espèces locales, doivent être envisagées sur les secteurs les plus dénudés.

#### b. Travaux de renaturation

Ils consistent essentiellement à rétablir les conditions d'un retour au bon état de certains secteurs par des mesures de bon sens telles que celles préconisées dans tous les documents d'orientation :

- la replantation des secteurs les plus dénudés avec des espèces locales.
- l'enlèvement de petits seuils (de très faible hauteur), en pierre, en bois ou en béton, ayant peu d'impact sur la ligne d'eau, aucun sur le profil en travers, mais gênant le déplacement de la faune et accumulant des sédiments en amont (non autorisé ou avec l'accord du propriétaire).

### 2. Appréciation sommaire des dépenses

L'estimation a été calculée en s'appuyant sur des chantiers analogues (interventions ponctuelles et au mètre linéaire) dont le coût moyen d'intervention revient à 4,6 € HT le mètre linéaire de rivière pour les premières années

d'intervention sur les cours d'eau jamais entretenus. Ce montant inclut une somme forfaitaire d'environ 10 % du montant des travaux, constituant une réserve de trésorerie. Celle-ci permet de faire face à des interventions ponctuelles supplémentaires et d'engager d'éventuels travaux de replantation ou d'enlèvement d'embâcles hors linéaire programmé.

Pour un premier cycle d'entretien, l'estimation du coût total des travaux s'élève donc à 377 211 € TTC répartis en 5 tranches d'un montant moyen estimé à 75 442 € TTC/an.

L'estimation des interventions après un premier cycle d'entretien reviendra à 4 € HT le mètre linéaire. Ce montant est justifié par l'accès difficile de certains secteurs comme le ru du Brasset.

Pour les cycles d'entretien suivant, l'estimation du coût total des travaux s'élève donc à 328 009 € TTC répartis en 5 tranches d'un montant moyen estimé à 65 602 € TTC/an.

La répartition des modes de financement est la suivante :

- **subvention du Département de Seine-et-Marne  
(30 % du montant TTC)**
- **autofinancement du syndicat  
(70 % du montant TTC)**

### **3. Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux**

La réalisation des travaux s'échelonne sur une durée de 5 ans reconductible selon le calendrier suivant :

- **Année n - Secteur n°1** : le ru de Rutel et deux de ses affluents, les rus de la Sorcières et des Touches, soit 13 724 ml
- **Année n + 1 Secteur n°2** : les rus de Viry, du Bourdeau et du Brassets, soit 13 132 ml
- **Année n + 2 Secteur n°3** : les rus de Mansigny, de la fosse de la Plaine du Plat Cul et de la fosse la Motte d'Abesse, soit 11 116 ml
- **Année n + 3 Secteur n°4** : le ru des Cygnes sur son cours principal (hors affluents), soit 10 899 ml
- **Année n + 4 Secteur n°5** : les affluents du ru des Cygnes dont le ru de la Borde, les rus du Val, du Rapinet et des Olivettes, soit 11 067 ml + 2 185 = 13 252

Afin de limiter au minimum l'impact des interventions tant sur la rivière que sur le milieu environnant, les travaux seront réalisés, de préférence, au cours d'une période comprise entre les mois de septembre à fin décembre.

Dans la mesure où aucune modification notable ne serait apportée à ce dossier (nature des travaux, financement, etc ...), ce programme pourra être reconduit sous réserve de l'accord des communes adhérentes.

### **4. Modalités d'entretien**

S'agissant déjà de travaux d'entretien, il ne peut bien évidemment pas être question de définir les modalités techniques et financières de l'entretien devant suivre ces travaux. Celui-ci ne sera, en fait, que la reconduction du programme pluriannuel sur un nouveau cycle.

### **5. Éléments graphiques**

Les éléments graphiques nécessaires à la compréhension et l'appréciation du projet sont fournis par les cartes en annexe indiquant le découpage sectoriel des interventions et le bassin versant (Cf. Annexe 1 – Carte de bassin versant et Annexe 2 – Carte des secteurs d'entretien définis)



## C. INCIDENCE ET COMPATIBILITE DU PROJET

### 1. Incidence du projet

L'incidence des travaux envisagés sur les éléments cités à l'article L 211.1 du Code de l'Environnement est relativement limitée.

Durant le chantier, les travaux pourront potentiellement avoir des impacts sur la flore, la faune et les habitats. On les considère comme faibles compte tenu de leur caractère ponctuel temporel et géographique. Ils seront réalisés par des entreprises spécialisées, sans engin mécanique sauf nécessité : pour le bucheronnage et l'égagement léger, les agents interviendront manuellement avec le matériel adapté. Toute intervention ayant lieu aura été auparavant jugée nécessaire et bénéfique sur le long terme pour le milieu. Dans le cas d'impacts négatifs potentiels, des mesures d'évitement et de réduction seront mise en œuvre à chaque fois que cela est possible : adaptation des périodes d'intervention évitant les périodes critiques des cycles biologiques, possibilité d'installation de filtre et de surveillance du taux de MES, stockage du matériel sécurisé hors zone inondable, procédure existante en cas de pollution accidentelle, etc.

L'enlèvement des embâcles, favorisant le libre écoulement des eaux et limitant l'érosion des berges et du lit, aura une incidence favorable sur l'aspect hydraulique de la rivière et sur le fonctionnement des annexes hydrauliques ; celles-ci constituées par les bras de rivière jouent un rôle fondamental pour le cycle biologique des poissons. Certains embâcles pourront être conservés, s'ils n'occasionnent pas de gêne pour l'écoulement, afin de diversifier le milieu naturel.

L'entretien sélectif de la végétation rivulaire permettra de renforcer la stabilité des berges et d'assurer ainsi leur protection en évitant les phénomènes d'érosion. Le rajeunissement progressif de la végétation avantagera la biodiversité en diversifiant les espèces et les strates présentes, en favorisant l'émergence de rejets et en fortifiant les systèmes racinaires qui constituent des caches pour la faune aquatique.

Le niveau et la qualité des eaux ne seront pas affectés par ces travaux. En effet, les coupes restant sélectives, la ripisylve conservera son rôle d'autoépuration des eaux et limitera le réchauffement des eaux.

Globalement, la mise en œuvre d'un programme régulier d'entretien permet d'éviter des interventions trop lourdes et trop brutales, dont l'impact sur l'équilibre écologique du cours d'eau et de son environnement s'avère bien souvent préjudiciable.

### 2. Compatibilité du projet

Le dernier Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été approuvé par arrêté, publié au journal officiel le 06 avril 2022.

Il rappelle dans sa disposition 1.1.5. « **Gérer et entretenir les milieux humides de manière durable et concertée afin de préserver leurs fonctionnalités, la diversité des habitats et des espèces associées [DISPOSITION EN PARTIE COMMUNE SDAGE – PGRI]** » que « *La gestion et l'entretien adaptés des milieux humides continentaux et littoraux, qu'il s'agisse des berges et de leur ripisylve, d'estrans, de marais, de tourbières, de prairies, etc. permettent de préserver leurs dynamiques écologiques et leurs fonctionnalités. À ce titre : Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière de GEMAPI contribuent [...] à l'entretien des milieux aquatiques et humides par des actions adaptées prenant en compte le cycle biologique des espèces inféodées à ces milieux* ». Ainsi, ce projet est conforme au SDAGE 2022-2027.

Les travaux envisagés s'inscrivent parfaitement dans les objectifs de gestion et de mise en valeur des milieux naturels aquatiques fixés par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 portant approbation du Schéma Départemental de Vocation Piscicole, et qui confirme la nécessité d'entretenir la ripisylve : « *Un développement trop important de la végétation rivulaire contribue à un ombrage excessif de certains cours d'eau non entretenus. Des éclaircies sélectives, en alternance sur l'une ou l'autre des deux rives doivent alors être réalisées par des techniques douces d'égagements, de taille et de coupes. A l'inverse, les rives dénudées contribuent à un ensoleillement excessif et doivent faire l'objet d'un reboisement sélectif à l'aide d'espèce appropriées, qui reformeront les différentes strates de la*



*ripisylve. Ces opérations ne constituent pas une mesure unique de restauration mais plutôt une mesure d'accompagnement de la restauration afin d'optimiser les résultats souhaités. ».*

Le projet est en totale cohérence avec le Plan Départemental de l'Eau (PDE 2017 – 2024) , à travers notamment l'Action 3 de l'Axe 5 « **Promouvoir l'entretien des cours d'eau non domaniaux et l'évolution des pratiques** ».

*« L'entretien de ce corridor végétal permet de garantir cette fonctionnalité de la rivière tout en préservant les activités économiques et la qualité paysagère des espaces naturels. Les acteurs du Plan sensibiliseront et accompagneront les maîtres d'ouvrage aux bonnes pratiques de gestion en s'appuyant sur les exemples seine-et-marnais et en renouvelant les plans de gestion à une échelle pertinente (bassin versant). »*

Sur les bassins versants des rus du Pays de Meaux sont présents deux Schéma d'Aménagement et de Gestions des Eaux (SAGE) :

- pour les communes de Boutigny, Mareuil-les-Meaux, Quincy-Voisins et Villemareuil le SAGE 2 Morin est actuellement mis en œuvre sur les bassins versants des Grand et Petit Morin ;
- pour les autres communes du territoire, le SAGE Marne et Beuvronne, dont la limite de territoire n'est pas définitive, est en cours d'émergence.

Ce projet est en accord avec les orientations et dispositions suivantes du SAGE 2 Morin :

- **Orientation 11 – Restaurer le fonctionnement hydromorphologique et les milieux aquatiques**
  - Disposition 40 : « Développer et entretenir la ripisylve » ;
  - Disposition 41 : « Protéger la ripisylve »
  - Disposition 43 : « Communiquer sur les fonctionnalités et la gestion adaptée des cours d'eau et zones humides ».
- **Orientation 20 – Préserver les milieux aquatiques**



**DOSSIER DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT  
GÉNÉRAL AU TITRE DE L'ARTICLE L 211-7**

-----  
**Travaux d'entretien des Rus du Pays de Meaux**

**2 – PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN**



**MAITRISE D'OUVRAGE**

**SYNDICAT MIXTE MARNE ET RUS DU PAYS  
DE MEAUX**

2 Place de l'Hôtel de Ville Jacques Chirac  
77107 MEAUX

Tél. 01.60.09.97.00  
Fax : 01.60.09.97.37

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**



**Service de l'Eau Potable et des Milieux Aquatiques  
SEPOMA**

Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture  
HOTEL DU DÉPARTEMENT  
CS 50377 | 77 010 MELUN CEDEX  
Tél. : 01.64.14.76.72  
safiya.cisse@departement77.fr

## **PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN DES RUS DU PAYS DE MEAUX**

L'objectif d'un tel programme est de permettre un écoulement naturel des eaux tout en contribuant au bon état écologique du cours d'eau ou, à défaut, à son bon potentiel écologique.

Pour y parvenir, une planification technique et financière des interventions à effectuer est nécessaire.

Ce document, pièce essentielle pour une bonne gestion des cours d'eau, ne constitue qu'un cadre de travail susceptible d'être modifié pour répondre à des situations imprévues (tempête) ou à des besoins nouveaux inhérents au retour au bon état écologique.

## **SOMMAIRE**

<b>PROGRAMME PLURIANNUEL D'ENTRETIEN DES RUS DU PAYS DE MEAUX .....</b>	<b>2</b>
<b>A. PRÉSENTATION.....</b>	<b>3</b>
1. Aspect géographique.....	3
2. Aspect hydrogéologique.....	3
3. Aspect humain .....	7
4. Aspect hydraulique.....	7
5. Aspect qualitatif du milieu.....	8
6. Aspect piscicole .....	9
7. Aspect réglementaire .....	10
<b>B. HISTORIQUE DES TRAVAUX.....</b>	<b>14</b>
1. Aménagement .....	14
<b>C. PROGRAMME D'INTERVENTION.....</b>	<b>15</b>
1. Nature des travaux .....	15
<b>D. ESTIMATION DES COUTS D'ENTRETIEN .....</b>	<b>17</b>
1. Définition des secteurs .....	17
2. Estimation financière.....	17
<b>DEVIS ESTIMATIF .....</b>	<b>18</b>
<b>FINANCEMENT.....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>20</b>

## A. PRÉSENTATION

### 1. Aspect géographique

Le Syndicat Mixte Marne et rus du Pays de Meaux est compétent sur les bassins versants recoupés par son périmètre et correspondant aux rus suivants, d'est en ouest et répartis en rive gauche et droite de la Marne. (Cf. Annexe 1 – Carte de bassin versant)

- Ru des Cygnes: prend sa source par les drainages agricoles situés en amont du ru dans les communes de Montceaux-lès-Meaux et Villemareuil et se jette dans la Marne à Nanteuil-lès-Meaux. Sa longueur totale est de 18,9 km. Il possède 5 affluents situés sur les communes de Villemareuil, Saint-Fiacre et Nanteuil-lès-Meaux. Parmi eux :
  - Ru de la Borde (2,3 km) prend sa source par les drainages agricoles à Nanteuil-lès-Meaux.
- Ru de Mansigny : a pour origine le hameau de Mansigny à Poincy et reçoit les eaux d'un autre ru au Nord de Crégy-lès-Meaux. Il traverse, recalibré en zone agricole, la commune de Chambry et rejoint le canal de l'Ourcq au Nord du bourg de Poincy. Sa longueur totale est de 7,8 km. Il possède un affluent :
  - Fossé de Dampleger : prend sa source au niveau des bassins de récupération d'eaux pluviales et des drainages agricoles sur la commune de Chambry. Sa longueur est de 1,6 km
- Ru du Val : prend sa source dans le bois de Quincy-Voisins, traverse le canal de l'Ourcq et se jette dans la Marne. Sa longueur est de 2,8 km
- Ru du Brasset : ancien bras de la Marne, le ru coure dans une zone boisée humide et prend sa source de l'affleurement des nappes de la Montagne Blanche à Meaux. Son écoulement s'effectue dans 2 sens pour rejoindre les canalisations d'eaux pluviales de Meaux. Sa longueur totale est de 8,7 km.
- Fossé de la Motte l'Abbesse : 2 rus drainent le bois humide du Chaudron sur la commune de Saint-Germain-l'évêque. Leur longueur totale est de 2,1 km
- Fossé de la Plaine du Plat Cul : prend sa source sur la commune de Varredes. Une partie de son cours est busée à partir de la station d'épuration ; il se jette ensuite dans la Marne à ciel ouvert. Sa longueur totale à ciel ouvert est de 1,2 km
- Ru de Rutel : dénommé ainsi à compter de la confluence des Ru des Touches et de la Sorcière, il fait 8,1 km et est busé sur sa partie aval après le passage du canal de l'Ourcq. Il possède 4 affluents :
  - Ru de la Sorcière : il s'écoule sur 3,8 km à ciel ouvert
  - Ru des Touches : long de 1,5 km dont 0,2 km busé
  - Ru Viry : s'écoule à ciel ouvert sur 2,6 km à ciel ouvert
  - Ru de Bourdeau : 1,8 km de long, dont 0,3 km où il est busé dans Chauconin-Neufmoutiers
- Ru du Rapinet : prenant sa source dans la commune de Chalifert, le ru traverse le site Natura 2000 du marais de Lesches avant de longer la frontière communale de Trilbardou sur 300m, puis de se jeter dans la Marne à Jablines
- Rus des Olivettes : se situent dans une carrière au bord de la Marne, au niveau de l'Espace Naturel Sensible « Les Olivettes ». Leur longueur totale est de 2,2 km.

### 2. Aspect hydrogéologique

Ce territoire fait partie intégrante du bassin parisien. La Marne y entaille les formations géologiques de l'ère Tertiaire, reposant sur les terrains sédimentaires du Secondaire.

Les versants des méandres de la Marne sont constitués de colluvions dans lesquels résident les Sables de Beauchamps. Cette formation contient une nappe libre, affleurante en fond de vallée au niveau de Chauconin. La Marne coure sur une couche sédimentaire récente d'alluvions composée d'argiles, de sables, de tourbes et de limons.

Le limon des plateaux de rive droite et rive gauche de la Marne s'appuient sur le Calcaire de Saint-Ouen. Les sables et Grès de Fontainebleau situés sur les reliefs de Penchard et d'Automne forment l'essentiel des buttes de la Goële. On y retrouve une nappe suspendue, qui alimente l'amont du bassin versant du ru de Rutel. Cette couche repose elle-même sur l'argile verte sannosienne.

En rive gauche de la Marne, les plateaux résident sur le Calcaire de brie et de la Marne supragypseuses qui affleure le long du ru des Cygnes. (Cf. Figure 1).

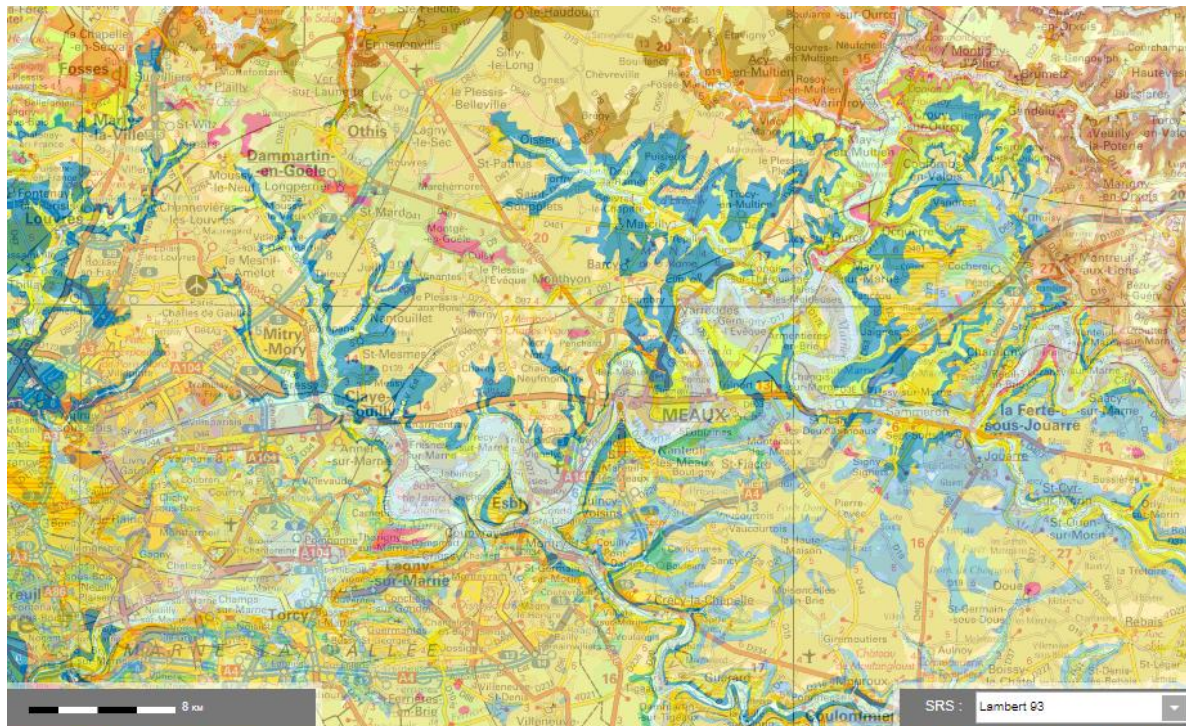


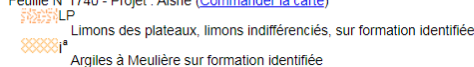
Figure 1 Carte géologique harmonisée 1/50000 ©infoterreBRGM



**Carte géologique 1/50 000 vecteur harmonisée (BRGM)**

Propriétaire : BRGM

Information : Non renseigné

Feuille N°41 - Projet : Ile de France ([Commander la carte](#))Feuille N°1739 - Projet : Aisne ([Commander la carte](#))Feuille N°1740 - Projet : Aisne ([Commander la carte](#))

Il existe une superposition d'aquifères et donc de nappes dans les formations sédimentaires et calcaires, allant de la nappe alluviale de la Marne à la nappe de l'Albien. (Cf. Figure 2)



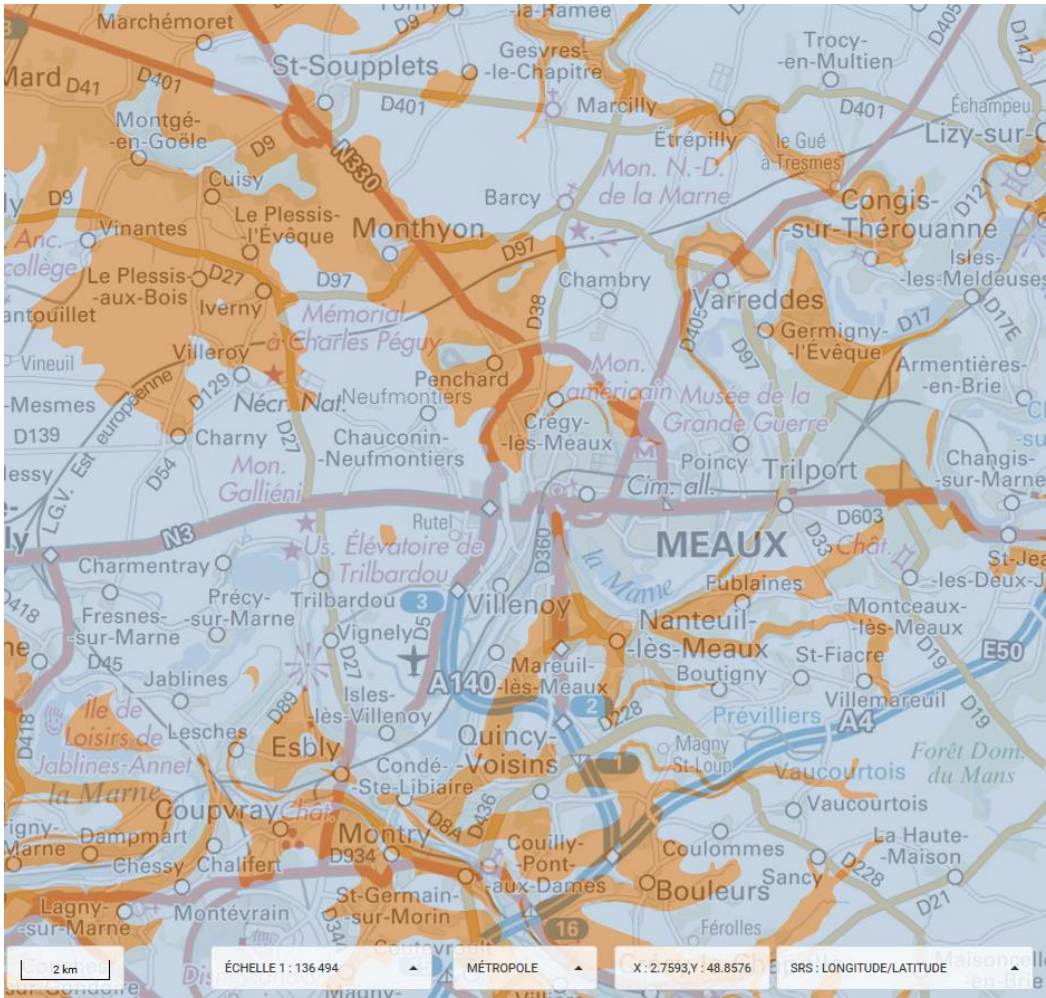
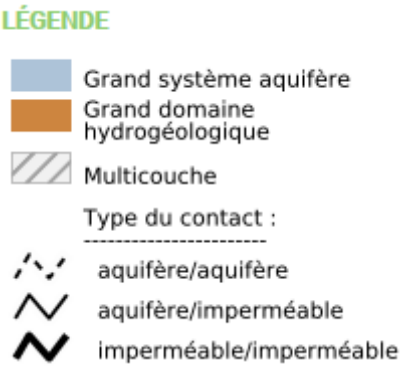


Figure 2 Carte des entités hydrogéologiques affleurantes par nature (bdlisa.eaufrance.fr)



### 3. Aspect humain

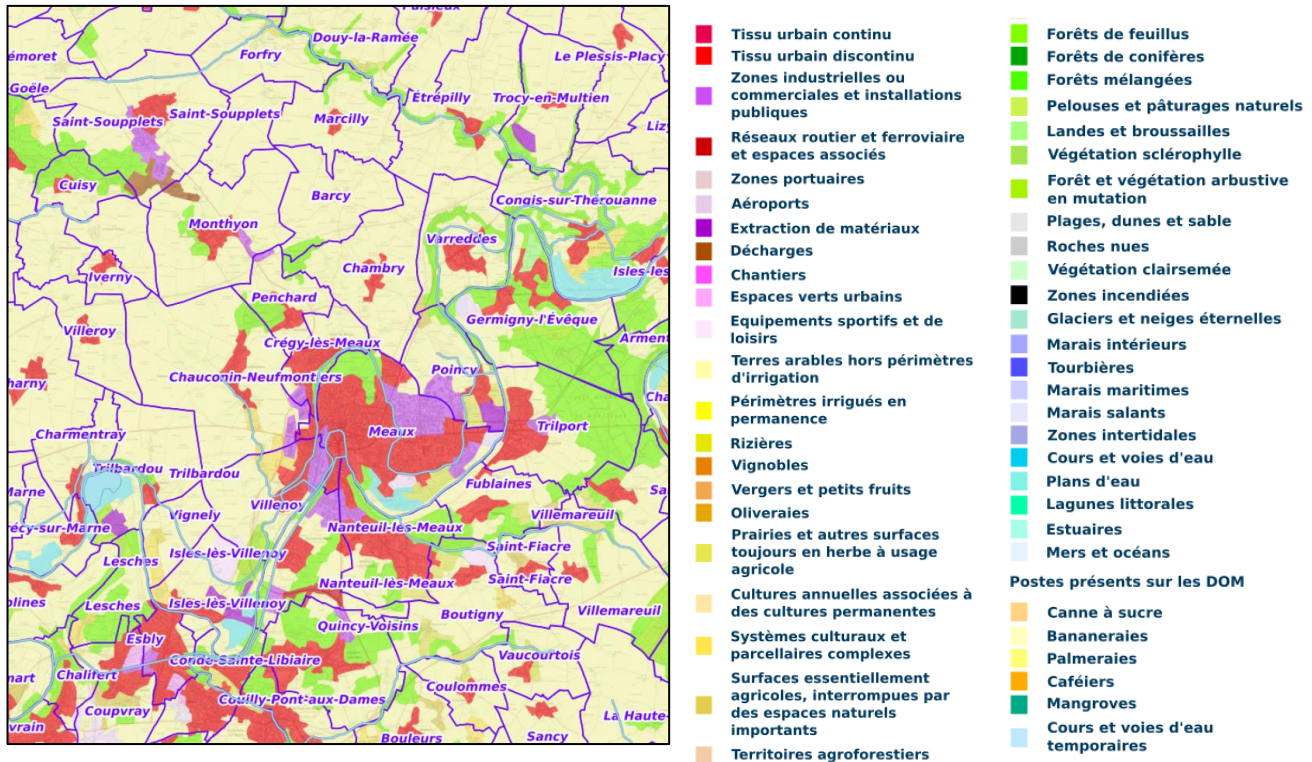


Figure 3 carte d'occupation du sol de la CAPM 1/150 000

Les bassins versants du Pays de Meaux concentrent une zone urbanisée et des zones d'activités sur la ville de Meaux et sa périphérie. Les communes qui l'entourent sont à dominante rurales, orientées vers des cultures intensives. Quelques zones boisées humides arpentent les rus du Pays de Meaux notamment le ru de Rutel et le ru des Cygnes en amont. Les autres rus se situent en zone à dominante agricole. (Cf. Figure 3)

### 4. Aspect hydraulique

Ces rus du Pays de Meaux, affluents en rive gauche et rive droite de la Marne font donc tous partie intégrante du bassin versant de la Marne. Cette dernière, prenant sa source sur le plateau de Langres rejoint la Seine dans le Val-de-Marne, et parcourt environ 110 km de plaine en Seine-et-Marne.

La Marne, d'une longueur de 525 km est la plus longue rivière de France. Son bassin versant est d'une superficie de 12 920 km<sup>2</sup>. C'est une rivière type des cours d'eau de plaine, qui se caractérise par les nombreux méandres qui rythment sa traversée. Son régime hydraulique est de type pluvial-océanique, avec une période de basses-eaux en été et une période de hautes-eaux en fin d'hiver. Son débit est en parti réguler par l'Établissement Public Territorial de Bassin Seine Grands Lacs (EPTB SGL), via la gestion du lac du Der (Champagne-Ardenne).

Ici, les cours d'eau se situent dans l'Unité Hydrographique (UH) « IF6 Marne aval » et concernent 4 masses d'eau cours d'eau (une G9 et trois TP9):

- FRHR147 La Marne du confluent de l'Ourcq (exclu) au confluent de la Gondoire (exclu) »,
- FRHR147-F6422000 Ruisseau de Mansigny,
- FRHR147-F6428000 Ru des Cygnes,
- FRHR147-F6431000 Ru de Rutel.

La station H5621010 de la Marne à Meaux donne la hauteur d'eau en fonction du temps depuis 1876. (DRIEAT). Sur le Ru de Mansigny, on a également une station de suivi à Poincy 03109805 (RID - Réseau d'Intérêt Départemental ; RCO - Réseau de Contrôle Opérationnel).

Ces rus affluents de la Marne, de par leur gabarit ont des écoulements plutôt rapides. Ils sont contraints d'un point de vue hydromorphologique puisqu'ils s'écoulent en partie en milieu agricole. Ils retrouvent leur naturel principalement dans les zones boisées et milieux humides.

La continuité hydraulique n'est pas assurée sur l'ensemble des linéaires. En effet, la continuité écologique de ces cours d'eau est rompue par des ouvrages de type buse.

Les débits des cours d'eau dépendent à la fois du régime hydraulique, en tant qu'affluents de la Marne mais sont également influencés car certains proviennent des drainages agricoles, ou sont soutenus par les rejets des stations d'épuration.

D'autres cours d'eau sont présents sur ce territoire mais appartiennent aux bassins versants du Grand Morin et de la Théroutanne.

## 5. Aspect qualitatif du milieu

Au vu du calibre de ces affluents de la Marne, très peu sont équipés d'une station de suivi qualitative :

- Station 03109805 de mesure qualité sur le ru de Mansigny à Poincy (RID, RCO).

Les quatre masses d'eau cours d'eau du secteur n'ont pas encore atteint le bon état, objectif fixé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) de 2000, selon l'État des Lieux (EDL) de 2019 de l'AESN :

- FRHR147 La Marne du confluent de l'Ourcq (exclu) au confluent de la Gondoire (exclu) »
  - o Son état écologique moyen est déclassé par deux polluants spécifiques (metazachlore et diflufenicanil) et son état chimique est bon (sans ubiquistes) ;
- FRHR147-F6422000 Ruisseau de Mansigny
  - o Son état chimique (sans ubiquiste) est bon mais son état écologique (mauvais) est déclassé par de nombreux éléments (nitrate et phosphore diffus, polluants spécifiques) dont certains dérogent à l'objectif d'atteinte du bon état 2027 ;
- FRHR147-F6428000 Ru des Cygnes
  - o Les états écologique et chimique sont mauvais (sans ubiquistes) et une partie des éléments déclassants dérogent à l'atteinte du bon état 2027 ;
- FRHR147-F6431000 Ru de Rutel
  - o Avec un objectif d'atteinte du bon état en 2027, ce ru a un état écologique médiocre (macropolluants phosphorés) et un bon état chimique (sans ubiquistes).

Au regard de la diversité du territoire, comprenant des zones agricoles et urbaines, les sources potentielles de pollution le sont tout autant : industrielle, urbaine et agricole (nitrates, hydrocarbures, phytosanitaires, etc.).

D'après les plans d'intendance datant du XIX<sup>ème</sup> siècle, les cours d'eau à Villenoy ont déjà subies des modifications hydromorphologiques. Les interventions sur l'aval auraient même démarrées plus tôt, au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Pour les linéaires situés en zones agricoles, ces remaniements se sont probablement poursuivis pendant le remembrement au XX<sup>ème</sup> siècle (rectification, recalibrage, curage).

On note la présence de milieux annexes et de zones humides, principalement le long de la Marne ; suite aux périodes d'exploitations des sédiments dans les grands cours d'eau, d'anciennes carrières sont devenues des plans d'eau. On remarque aussi des zones humides localisées, des milieux boisés ou des prairies humides sur les affluents, notamment en tête de bassin versant.

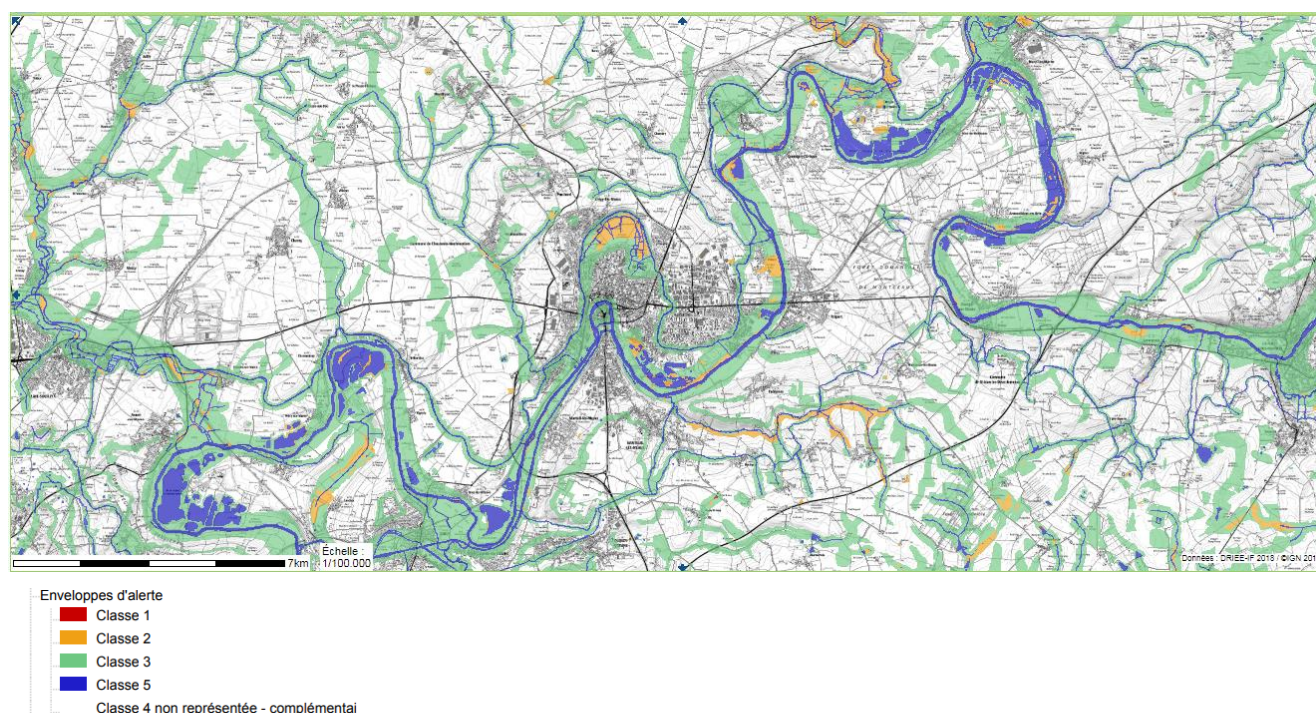
L'éventail de milieux permet la présence d'espèces faunistiques et floristiques remarquables et patrimoniales comme le martin pêcheur, le triton crêté ou l'épipactis des marais. Plusieurs espaces naturels remarquables sont répertoriés :

- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I :
  - o 110001148 PLANS D'EAU DE TRILBARDOU
  - o 110020198 Pâturage et bois du château de Montigny
  - o 110001152 PLAN D'EAU D'ISLES-LES-VILLENY
  - o 110020178 BOISEMENT ET PÂTURES DE QUINCY-VOISINS
  - o 110020180 BOUCLE DE MEAUX-BEAUVAL
  - o 110001159 CARRIERE DES LONGS PRES A POINCY
  - o 110001155 ETANG DE LA SABOTTE
  - o 110001156 BOUCLE DE LA MARNE A GERMIGNY L'EVEQUE
  - o 110020203 Forêt de Monceaux aux ponts d'Agieu
  - o 110001199 FORET DU MANS
  - o 110020161 Bois d'Automne
  - o 110001194 FORÊT DE MONTGE-EN-GOËLE



- 110020214 Ru des avenes
- 110001196 ETANG DE ROUGEMONT
- Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II :
  - 110001164 FORÊT DOMANIALE DE MONTCEAUX
  - 110020191 VALLEE DE LA MARNE DE COUPVRAY A POMPONNE
- Zone de Protection Spéciale (ZPS) Natura 2000 de la Directive 79/409/CE dites « Directive Oiseaux »
  - FR1112003 Boucles de la Marne
- Arrêté de protection biotope
  - FR3800496 - Plan d'Eau Des Olivettes

Il existe des secteurs identifiés comme de probable zone humide d'après les enveloppes d'alerte de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France. Ces zones humides sont identifiées principalement le long des rus du Pays de Meaux. L'enveloppe d'alerte est généralement de classe 2 et 3 sur ce secteur. (Cf. Figure 4).



<b>Classe 1</b>	Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié
<b>Classe 2</b>	Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté
<b>Classe 3</b>	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.
<b>Classe 4</b>	Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide.
<b>Classe 5</b>	Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides

Figure 4 Enveloppes d'alerte zones humides en Ile-de-France – DRIEE

## 6. Aspect piscicole

Les rus du Pays de Meaux n'ont pas encore été dépeints d'un point de vue piscicole. Des inventaires piscicoles ont lieu, sur la Marne uniquement, et sont réalisés par l'Office Français pour la Biodiversité (OFB).

On y retrouve majoritairement des espèces de cours d'eau de 2<sup>ème</sup> catégorie (cyprinidés), ce qui est cohérent avec l'historique d'aménagement de la Marne à la fois pour la navigation (par la canalisation) et pour les inondations (par l'élargissement et le recalibrage).

En raison de la richesse piscicole de la Marne, ces cours d'eau pourraient avoir un bon potentiel d'accueil des espèces aquatiques, leur capacité d'attraction dépendant bien sûr des perturbations du milieu (physique, physico-chimique et biologique).

Au niveau de la pratique de la pêche, on recense 4 associations agréées en Seine-et-Marne sur le tronçon de la Marne, où se jettent ces affluents. Ci-dessous les AAPPMA agréées de ce secteur :

- AAPPMA de Varreddes-Germigny-Congis
- Amicale des pêcheurs à la ligne de Trilport
- AAPPMA d'Esblly-Condé Sainte Libiaire
- AAPPMA Les pêcheurs du Pays de Meaux

## **7. Aspect réglementaire**

Ces rus du Pays de Meaux sont des cours d'eau non domaniaux dont les polices de l'eau et de la pêche sont assurées par la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Seine-et-Marne.

### **Droit de pêche (code de l'environnement) :**

#### **Article R214-91**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 2)

La personne morale pétitionnaire constitue le dossier de l'enquête et l'adresse, en sept exemplaires, au préfet du département ou, lorsque toutes les communes où l'enquête doit être effectuée ne sont pas situées dans un même département, aux préfets des départements concernés. Dans ce dernier cas, le préfet du département où la plus grande partie de l'opération doit être réalisée coordonne l'enquête.

Lorsque l'opération porte sur l'entretien d'un cours d'eau non domanial ou d'une section de celui-ci, le dossier Déclaration d'Intérêt Général rappelle les obligations des propriétaires riverains titulaires du droit de pêche fixées par les [articles L. 432-1](#) et [L. 433-3](#), reproduit les dispositions des [articles L. 435-5](#) et R. 435-34 à R. 435-39 et précise la part prise par les fonds publics dans le financement.

#### **Article L432-1**

(Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 98 (V) JORF 31 décembre 2006)

Tout propriétaire d'un droit de pêche, ou son ayant cause, est tenu de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques. A cet effet, il ne doit pas leur porter atteinte et, le cas échéant, il doit effectuer les travaux d'entretien, sur les berges et dans le lit du cours d'eau, nécessaires au maintien de la vie aquatique.

Avec l'accord du propriétaire, cette obligation peut être prise en charge par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique qui, en contrepartie, exerce gratuitement le droit de pêche pendant la durée de la prise en charge de cette obligation. Cette durée peut être fixée par convention.

En cas de non-respect de l'obligation de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, les travaux nécessaires peuvent être effectués d'office par l'administration aux frais du propriétaire ou, si celui-ci est déchargé de son obligation, aux frais de l'association ou de la fédération qui l'a prise en charge.

#### **Article L433-3**

L'exercice d'un droit de pêche emporte obligation de gestion des ressources piscicoles. Celle-ci comporte l'établissement d'un plan de gestion. En cas de non-respect de cette obligation, les mesures nécessaires peuvent être prises d'office par l'administration aux frais de la personne physique ou morale qui exerce le droit de pêche.

#### **Article L435-5**

(Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 15 JORF 31 décembre 2006)

Lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement,

pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants.

Les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Le 13 avril 2016

**Décret n° 2008-720 du 21 juillet 2008 relatif à l'exercice du droit de pêche des riverains d'un cours d'eau non domanial****NOR: DEVO0807178D****Version consolidée au 13 avril 2016**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-7 et L. 435-5 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 6 février 2008 ;

Vu l'avis de la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique en date du 22 février 2008 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

**Décète :****Article 1**

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Code de l'environnement - Sous-section 1 : Subvention directe à un propri... (VT)
- Abroge Code de l'environnement - Sous-section 2 : Travaux réalisés par une colle... (VT)
- Abroge Code de l'environnement - Sous-section 3 : Dispositions diverses. (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-34 (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-35 (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-36 (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-37 (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-38 (VT)
- Modifie Code de l'environnement - art. R435-39 (VT)

**Article 2**

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code de l'environnement - art. R214-91 (VD)

**Article 3****Article R435-34**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

I.-Lorsque l'entretien de tout ou partie d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, la personne qui en est responsable en informe le préfet au plus tard deux mois avant le début des opérations.

Les informations communiquées au préfet sont les nom et prénom du représentant de cette personne, la nature des opérations d'entretien, leur montant, la part des fonds publics dans leur financement, leur durée, la date prévue de leur réalisation et, le cas échéant, leur échelonnement ; un plan du cours d'eau ou de la section de cours d'eau objet des travaux y est joint.

Le préfet peut mettre en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation de fournir ces informations dans un délai qu'il fixe.

II.-Toutefois, lorsque les opérations d'entretien sont réalisées dans le cadre d'une opération déclarée d'intérêt général ou urgente sur le fondement de [l'article L. 211-7](#), le dépôt du dossier d'enquête prévu par l'article R. 214-91 dispense de la communication des informations posée par le I.

**Article R435-35**



(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

S'il ressort des informations communiquées ou du dossier d'enquête que le droit de pêche des propriétaires riverains du cours d'eau ou de la section objet des travaux doit, par application de [l'article L. 435-5](#), être exercé gratuitement par une association de pêche et de protection du milieu aquatique, le préfet en informe la ou les associations agréées pour ce cours d'eau ou pour la section de cours d'eau concernée.

Celle-ci, dans un délai de deux mois, lui fait savoir si elle entend bénéficier de l'exercice de ce droit et assumer les obligations de participation à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques et de gestion des ressources piscicoles qui en sont la contrepartie.

#### **Article R435-36**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

A défaut d'association agréée pour la section de cours d'eau concernée ou en cas de renoncement de celle-ci à exercer le droit de pêche, le préfet informe la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique que l'exercice de ce droit lui revient.

#### **Article R435-37**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

La date à compter de laquelle le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement pour une durée de cinq ans par l'association ou la fédération est celle prévue pour l'achèvement des opérations d'entretien. Toutefois, lorsque ces opérations ont un caractère pluriannuel ou qu'elles doivent être échelonnées, cette date est celle prévue pour l'achèvement selon le cas de la première phase ou de la phase principale.

#### **Article R435-38**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

Un arrêté préfectoral qui reproduit les dispositions de [l'article L. 435-5](#) :

- identifie le cours d'eau ou la section de cours d'eau sur lequel s'exerce gratuitement le droit de pêche du propriétaire riverain ;
- fixe la liste des communes qu'il ou elle traverse ;
- désigne l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique qui en est bénéficiaire ;
- et fixe la date à laquelle cet exercice gratuit du droit de pêche prend effet, sous réserve que les opérations qui le justifient aient été entreprises à cette date.

#### **Article R435-39**

(Modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 1)

L'arrêté préfectoral est affiché, pendant une durée minimale de deux mois, à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles est situé le cours d'eau, ou les sections de cours d'eau, identifié.

Il est en outre publié dans deux journaux locaux.

Il est notifié à l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou à la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique bénéficiaire.

## **B. HISTORIQUE DES TRAVAUX**

De par leur classement en domaine privé, les lits des rus du Pays de Meaux appartiennent aux propriétaires riverains qui, en contrepartie, ont le devoir d'en assurer le bon entretien. Toutefois, suite au désintérêt de la plupart des propriétaires riverains et face aux fréquentes inondations, les communes se sont constituées en syndicat afin de se substituer à ces derniers.

### **1. Aménagement**

Les étapes importantes sont reprises ci-dessous :

Aucuns travaux d'entretien ou d'aménagement n'ont été réalisés par la CAPM à ce jour. En effet, celle-ci n'a pris la compétence GeMAPI qu'en 2018.

**1994 : Création du Syndicat mixte fermé d'études du ru de Rutel**

**1998 - 2000 : Étude hydrologique et hydraulique pour le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Assainissement du bassin versant du ru de Rutel**

**2000 : Changement de statuts et de dénomination et « Syndicat Mixte d'études et de travaux du ru de Rutel »**

**2009 : Élaboration d'une Déclaration d'intérêt général**

**2011 : Mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et d'Assainissement du bassin versant du Ru de Rutel**

**2012 : Étude pour la restauration hydromorphologique du ru de Rutel**

**2019 :**

- **Diagnostic territorial de la vulnérabilité de la CAPM aux inondations**
- **Étude de maîtrise des ruissellements sur le bassin versant du ru de Rutel**

**2018 : Prise de compétence GeMAPI par la CAPM**

**2022 :**

- **Extension du Syndicat Mixte du Ru de Rutel à la CAPM**
- **Changement de dénomination en « Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux »**

## C. PROGRAMME D'INTERVENTION

L'objectif de l'entretien est de maintenir le cours d'eau dans un état satisfaisant et, si possible, l'améliorer par l'exécution de travaux légers tels que définis dans l'actuel code de l'Environnement :

**« Art. L. 215-14 – Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des chapitres 1<sup>er</sup>, II, IV, VI et VII du présent titre, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »**

Il apparaît évident que le retour à une situation satisfaisante, à tous points de vue (biologique et hydraulique) passe par l'enlèvement des embâcles les plus importants.

Aussi, la manière dont l'entretien régulier de ces rus sera conduit, est détaillée dans les paragraphes suivants.

### 1. Nature des travaux

Les travaux vont consister à rétablir un écoulement naturel en intervenant à la fois sur le désencombrement du lit (gestion des embâcles) et sur la végétation des berges afin de rétablir une ripisylve (élagage non systématique des branches basses, sélection des repousses, abattage des peupliers morts, taille des saules en têtard, plantations).

Les travaux seront réalisés de l'amont vers l'aval sauf contre-indication afin que tout débris échappé soit retenu par les embâcles à l'aval.

Les travaux seront réalisés de préférence manuellement afin d'éviter les engins lourds (seulement utilisés pour le traitement d'interventions importantes)

#### a. Entretien du lit

Les travaux consistent à retirer, fixer, alléger ou à laisser sur place, les embâcles qui se sont formés et accumulés dans le lit de la rivière, en fonction de la plus-value apportée à la diversification de l'écosystème, des dommages qui pourraient être causés sur les ouvrages. Tout embâcle d'origine anthropique ou provoquant l'érosion aggravée d'une berge sur un secteur à enjeux seront extraits du lit mineur.

Les détritiques et déchets, autres que du bois, sont évacués conformément à la réglementation en vigueur.

#### b. Entretien des berges

Il consiste essentiellement en un entretien de la végétation, associé ponctuellement à un nettoyage du lit, le tout ayant comme objectif une maîtrise de la végétation et un meilleur écoulement des eaux en préservant le potentiel biologique et paysager de cette vallée. Ils peuvent être détaillés ainsi :

- Débroussaillage sélectif et non systématique des tiges retombant vers l'intérieur du lit, empêchant le libre écoulement des eaux et refermant le milieu. Le maximum d'arbustes doit être épargné.
- Elagage sélectif et non systématique des branches basses des arbres sains de bordure de berge, gênant l'écoulement des plus hautes eaux, susceptible de retenir un corps flottant et assombrissant le lit
- Abattage d'arbres morts encore sur pied risquant de basculer dans le lit de la rivière.
- Abattage sélectif et non systématique d'arbres sains, s'ils présentent un risque réel de déstabilisation de des berges ou de chutes dans le lit.
- Recépage des jeunes pousses et des anciennes souches (à l'exclusion du peuplier qui sera éliminé) ayant rejeté en haut de la berge afin de sélectionner les meilleures tiges et de réinstaller un cordon végétalisé le long de la rivière.
- Préservation de la végétation hygrophile (iris, roseaux, massettes...) installée en pied de berge et servant de refuge à de nombreuses espèces tout en conservant un chenal d'écoulement des basses eaux.

- Plantation d'espèces locales et adaptée au bon fonctionnement du cours d'eau, dans les zones dépourvues de ripisylve et berges dégradées avec l'accord du propriétaire.
- Gestion des Espèces Exotiques Envahissantes par arrachage manuel ou décaissement, ramassage et évacuation des rhizomes, remblaiement, ensemencement et bouturage.

#### **c. Gestion des rémanents, détrit**

Tous les produits provenant du déboisage et de l'enlèvement d'embâcles, tels que houppiers, les rémanents, produits végétaux débroussaillés, élagués ou abattus, branches et bois d'un diamètre inférieur à 15 cm, seront éliminés selon la réglementation en vigueur. Les arbres d'un diamètre supérieur à 15 cm seront coupés en grumes et mis en dépôt, sur la parcelle correspondante, à 4 m minimum de la berge ou derrière le rideau de ripisylve, afin de ne pas être emportés lors d'une prochaine crue.

## D. ESTIMATION DES COÛTS D'ENTRETIEN

### 1. Définition des secteurs

En règle générale, le retour d'entretien sur un même secteur ne peut excéder quatre ou cinq années. Ce délai est essentiellement imposé par la vigueur de la végétation des rives.

En ce sens, cinq secteurs ont été définis (Cf. Annexe 2 – Carte des secteurs d'entretien définis) :

- **Année n - Secteur n°1** : le ru de Rutel et deux de ses affluents, les rus de la Sorcières et des Touches, soit 13 724 ml
- **Année n + 1 Secteur n°2** : les rus de Viry, du Bourdeau et du Brassets, soit 13 132 ml
- **Année n + 2 Secteur n°3** : les rus de Mansigny, de la fosse de la Plaine du Plat Cul et de la fosse la Motte d'Abesse, soit 11 116 ml
- **Année n + 3 Secteur n°4** : le ru des Cygnes sur son cours principal (hors affluents), soit 10 899 ml
- **Année n + 4 Secteur n°5** : les affluents du ru des Cygnes dont le ru de la Borde, les rus du Val et du Rapinet et des Olivettes, soit 13 252 ml

### 2. Estimation financière

En s'appuyant sur des chantiers analogues et en tenant compte de la diversité des faciès, le coût moyen d'intervention est estimé comme suit :

Type d'entretien	Taille	Coût unitaire ou au ml HT
Désembâclement	Unité <30cm	250 €
Désembâclement	Unité >30cm	350 €
Désembâclement	1 mètre linéaire de cours d'eau	6 €
Taille en tetard	Unité	200 €
Elagage ponctuel	Unité <30cm	100 €
Elagage / branches basses	1 mètre linéaire de cours d'eau	5 €
Abattage	Unité <30cm	100 €
Abattage	Unité >30cm	250 €
Recepage	Unité	200 €

## DEVIS ESTIMATIF

**Tableau pour le premier cycle d'entretien des cours d'eau qui n'ont jamais été entretenus.**

Année	Secteur	Linéaire (ml)	Coût entretien (HT) €	Divers & imprévus (HT) €	Total (HT) €	TVA €	Total (TTC) €
2022	1	13 724	65 875	6 588	72 463	14 493	86 955
2023	2	13 132	63 034	6 303	69 337	13 867	83 204
2024	3	11 116	53 357	5 336	58 692	11 738	70 431
2025	4	10 899	52 315	5 232	57 547	11 509	69 056
2026	5	13 252	60 959	6 096	67 055	13 411	80 466

**Tableau pour les cycles d'entretien suivants :**

Année	Secteur	Linéaire (ml)	Coût entretien (HT) €	Divers & imprévus (HT) €	Total (HT) €	TVA €	Total (TTC) €
n	1	13 724	54 896	5 490	60 386	12 077	72 463
n+1	2	13 132	52 528	5 253	57 781	11 556	69 337
n+2	3	11 116	44 464	4 446	48 910	9 782	58 692
n+3	4	10 899	43 596	4 360	47 956	9 591	57 547
n+4	5	13 252	53 008	5 301	58 309	11 662	69 971

**Remarque :** ce budget moyen de 75 442 € TTC/an est une estimation pour les premières années d'intervention sur les cours d'eau. Le budget pour les cycles d'entretien suivants, est estimé à 65 602 € TTC/an qui est susceptible de varier en fonction des interventions à réaliser (moyens à mettre en œuvre, localisation des travaux, difficultés d'accès, etc.). Aussi, chaque année, un repérage préalable sera effectué afin d'ajuster au mieux les travaux à réaliser et les dépenses inhérentes. Aucune intervention n'ayant été réalisée sur ces secteurs auparavant, le budget estimé est plus conséquent que pour les futures interventions.

---

## **FINANCEMENT**

---

Le coût annuel des travaux pour le premier cycle d'intervention étant évalué à 75 953 € TTC toutes taxes comprises, le plan de financement est établi comme suit :

- **Subvention du Conseil Départemental      22 633 €**  
**(30% du montant TTC)**
- **Autofinancement du Syndicat              53 320 €**  
**(le solde)**

Le coût annuel des travaux pour les cycles d'intervention suivants étant évalué à 65 602€ TTC toutes taxes comprises, le plan de financement est établi comme suit :

- **Subvention du Conseil Départemental      19 681 €**  
**(30% du montant TTC)**
- **Autofinancement du Syndicat              45 921 €**  
**(le solde)**



---

## ***ANNEXES***

---

- 1 – CARTE DE BASSIN VERSANT
- 2 – CARTE DES SECTEURS D'ENTRETIEN DEFINIS
- 3 – CARTES DU DIAGNOSTIC PAR COURS D'EAU

## Annexe 1 – Carte de bassin versant



### Légende

- Rus
- Limite communale
- Bassin versant

0 1 2 km

Source : © IGN BD TOPO ®, GEOFLA ®, © Les contributeurs d'OpenStreetMap, DDT 77  
Réalisation : SEPOMA / DEEA / CD 77 - Mars 2022

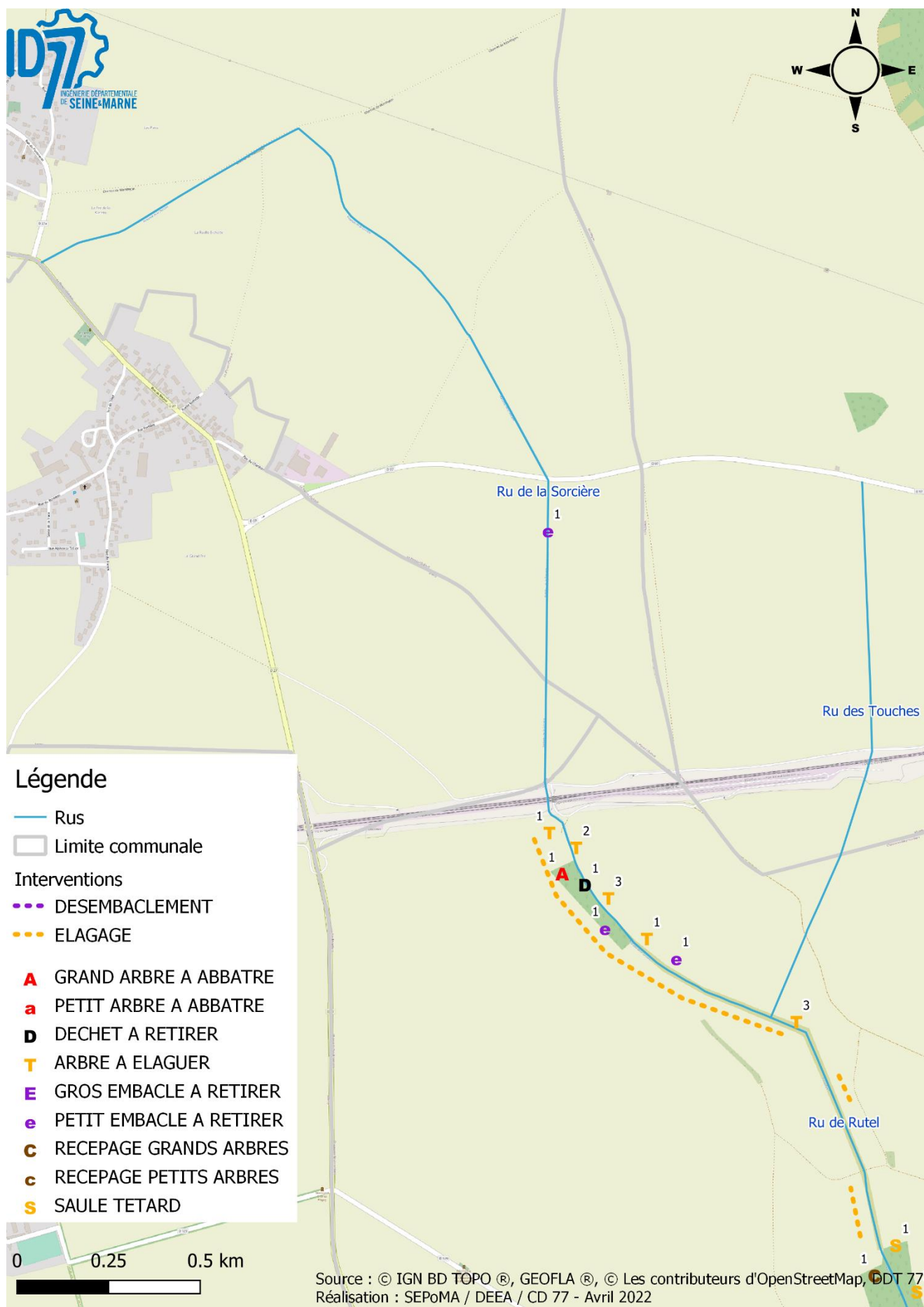


Annexe 2 – Carte des secteurs d'entretien définis



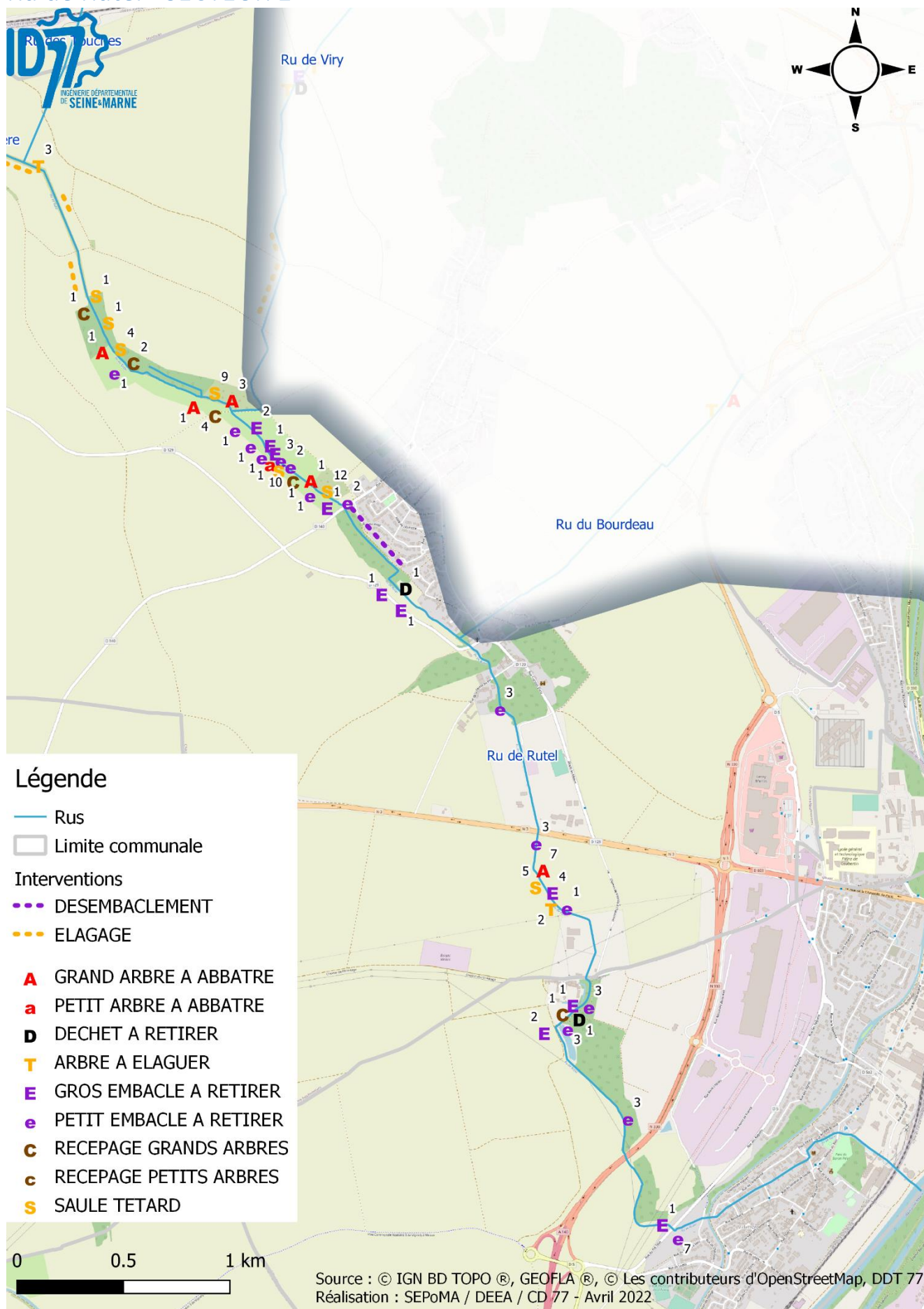
Annexe 3 – Carte du diagnostic par cours d'eau

## Ru de la Sorcière et ru des Touches - SECTEUR 1

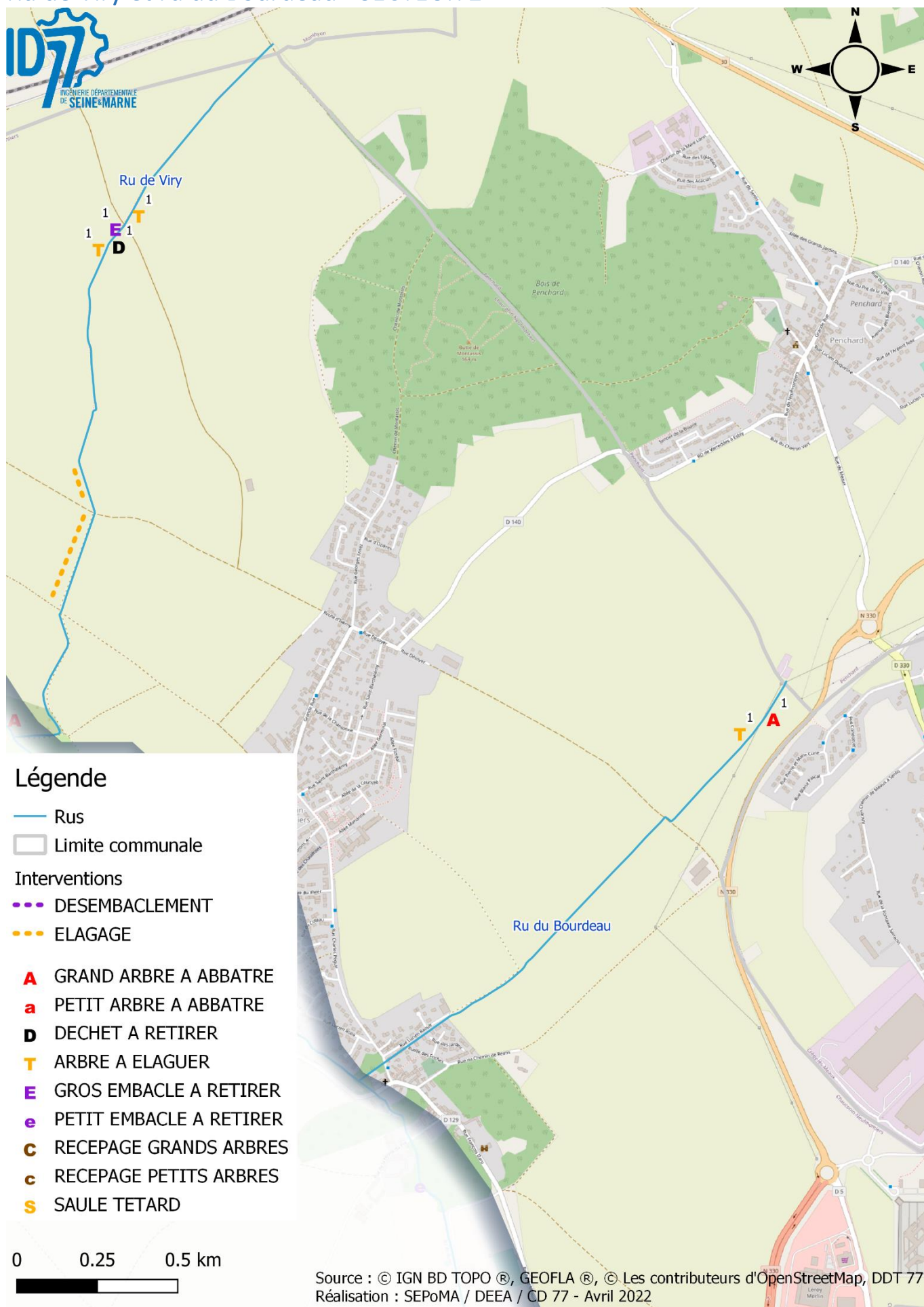




## Ru de Rutel - SECTEUR 1



## Ru de Viry et ru du Bourdeau - SECTEUR 2



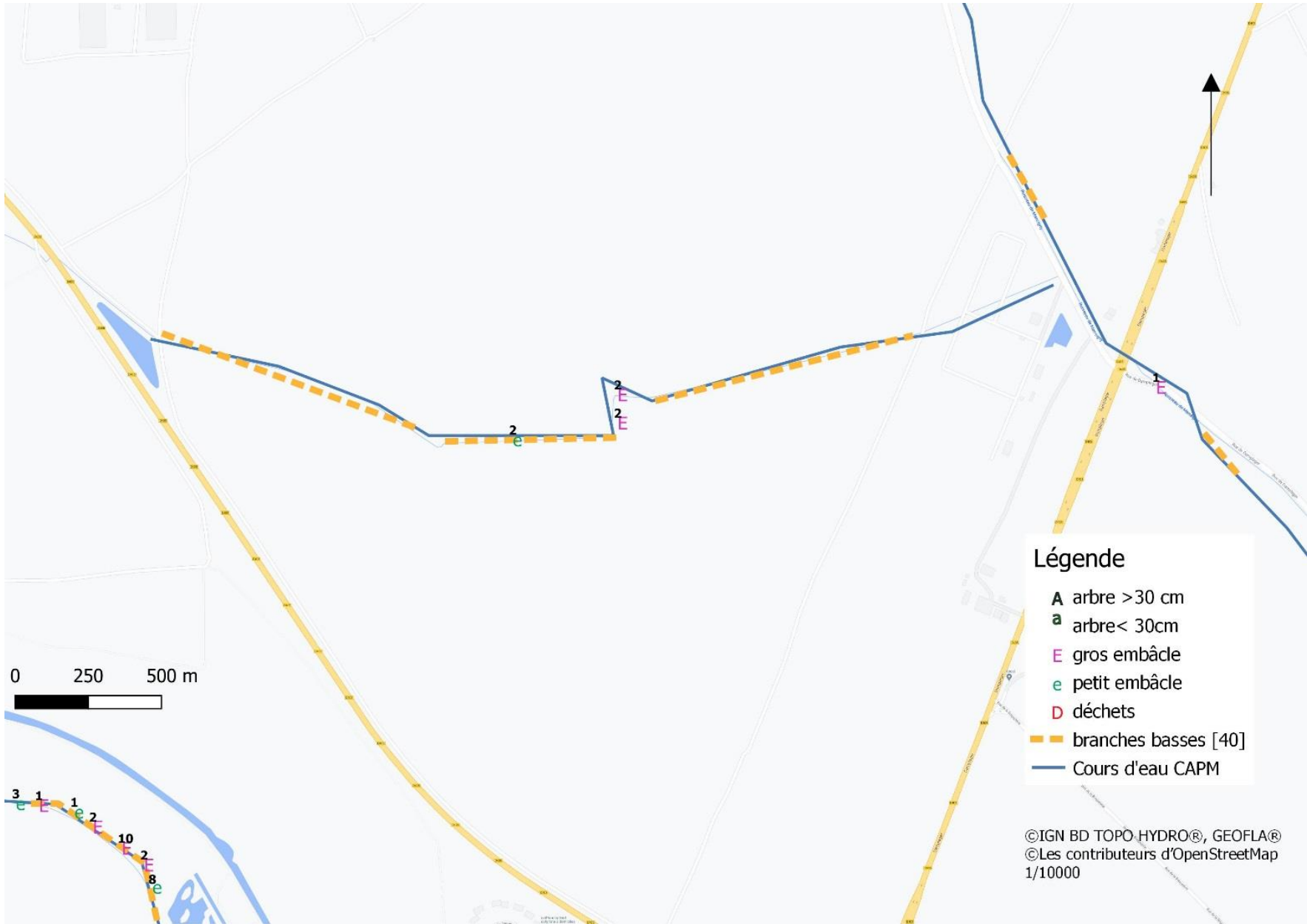


Ru du Brasset - SECTEUR 2

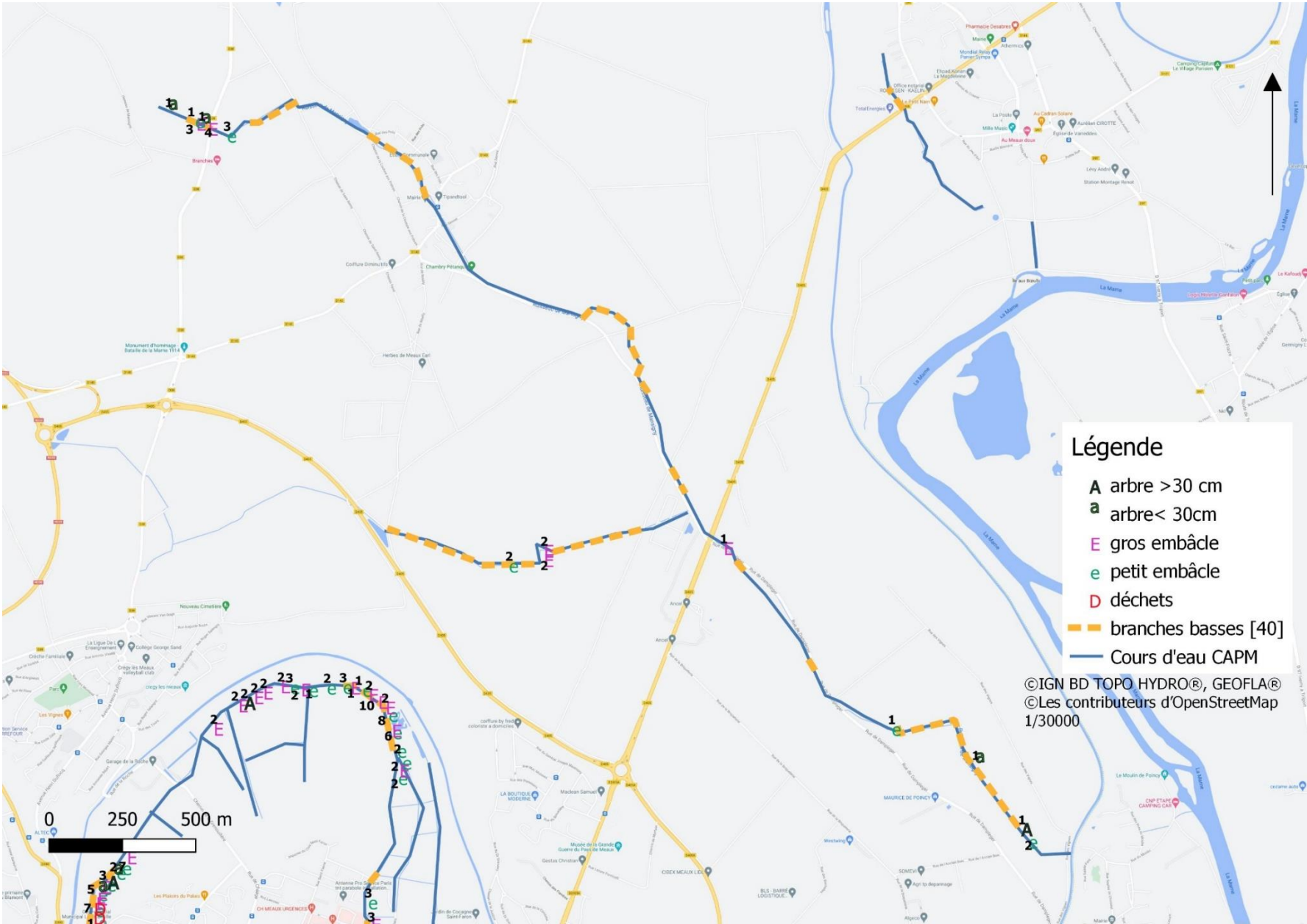




Ru de Mansigny - SECTEUR 3



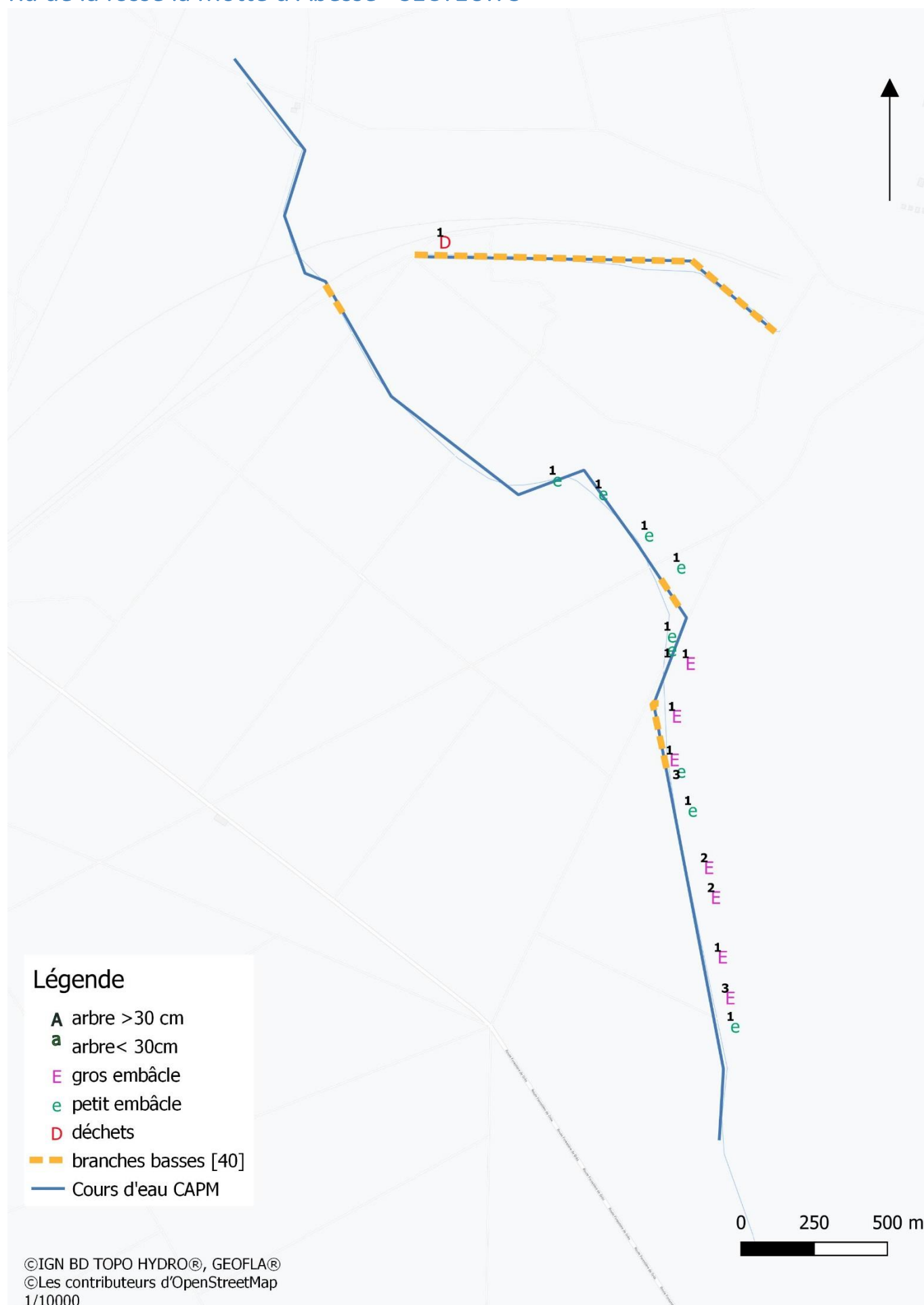
Ru de Mansigny - SECTEUR 3



Ru de la fosse de la plaine du Plat Cul - SECTEUR 3

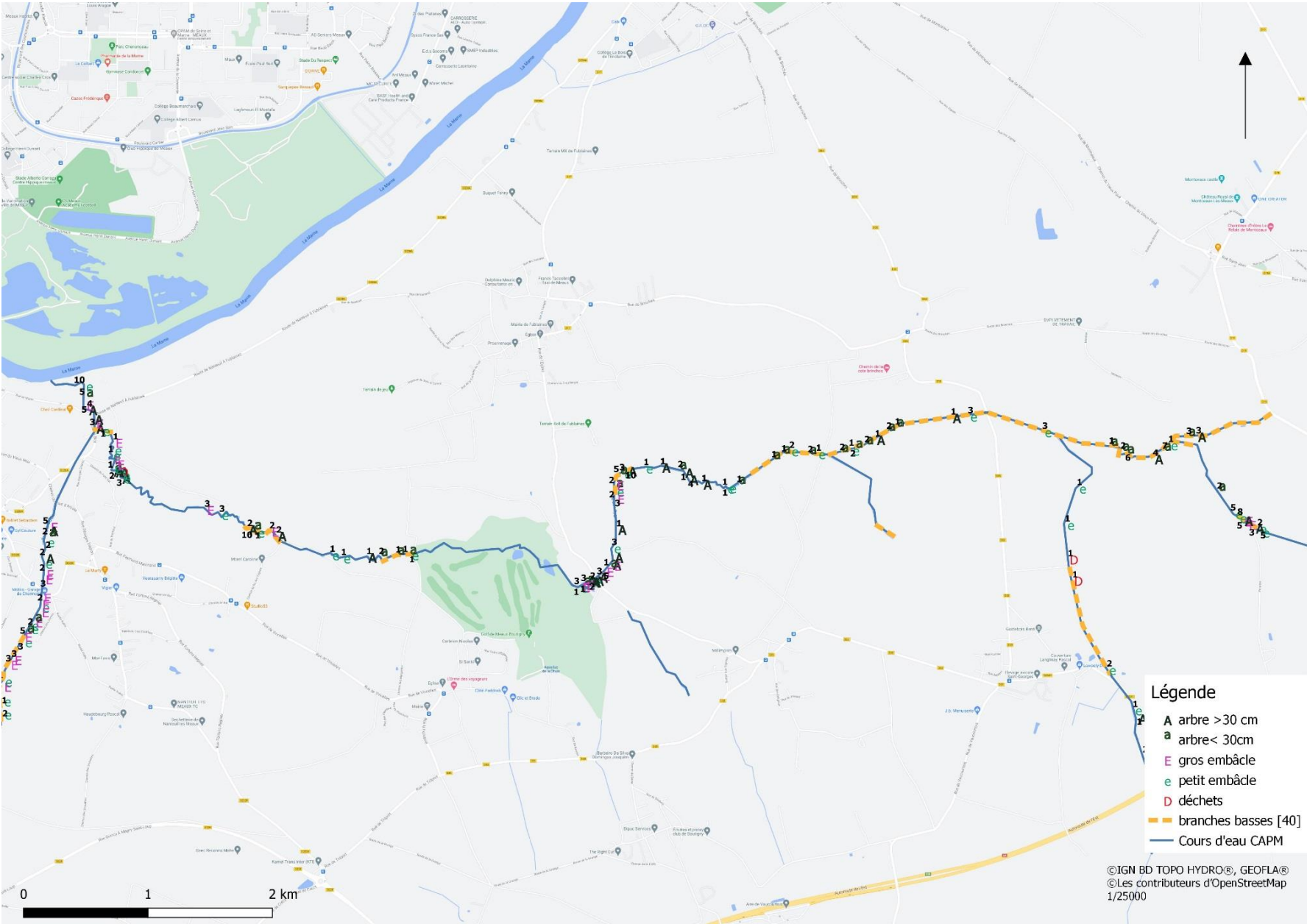


## Ru de la fosse la Motte d'Abesse - SECTEUR 3

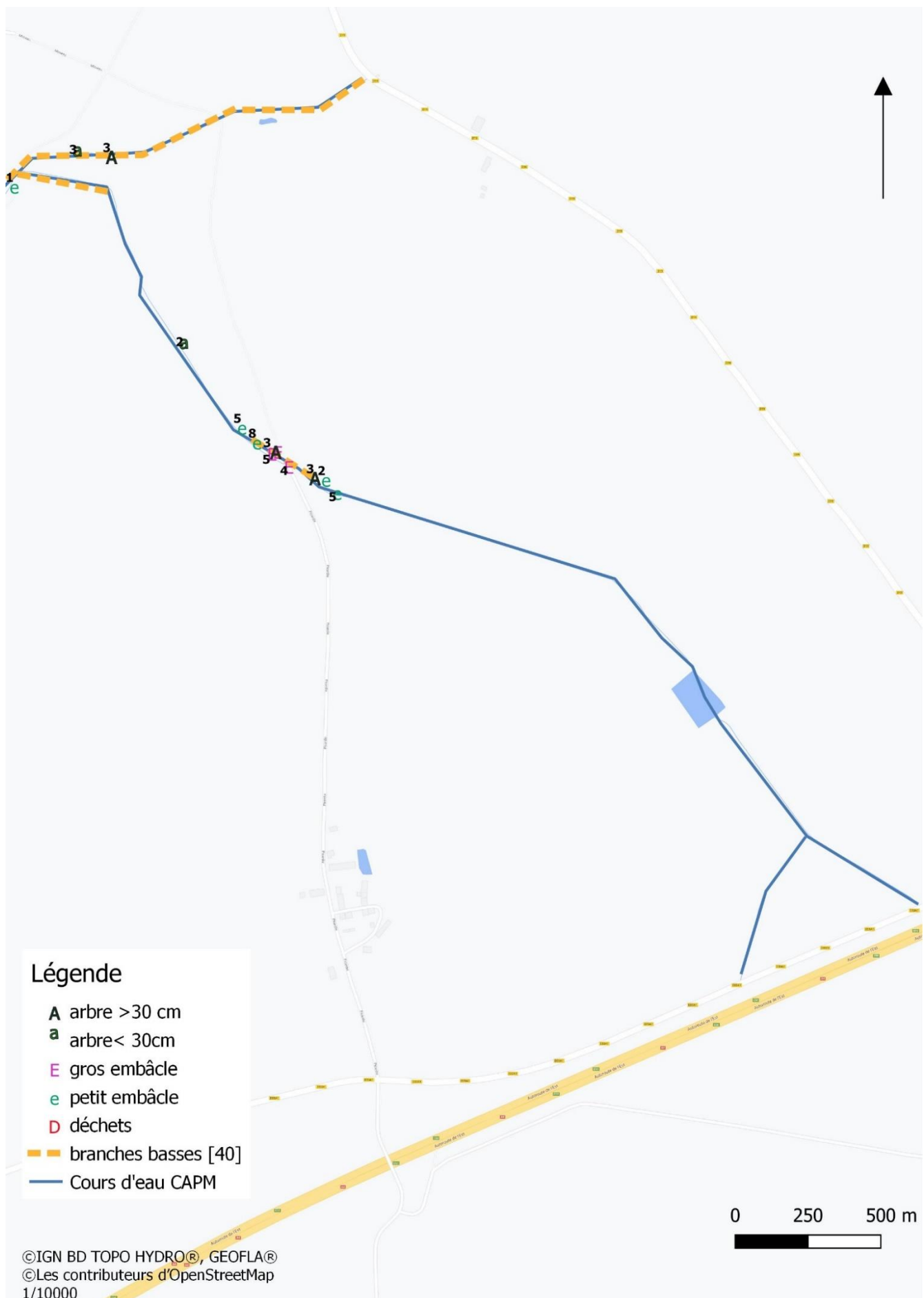




Ru des Cygnes – SECTEUR 4

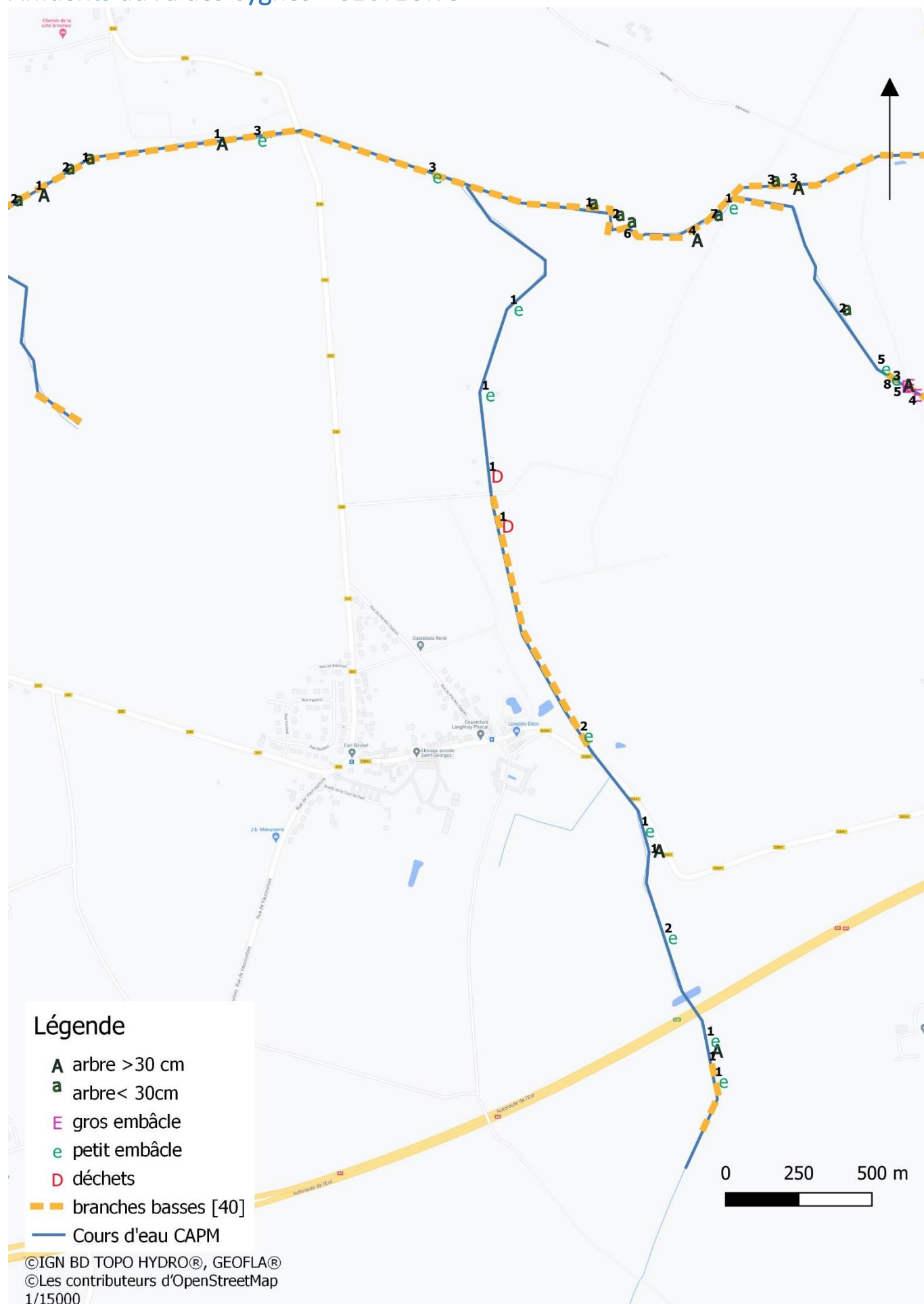


## Affluents du ru des Cygnes – SECTEUR 5

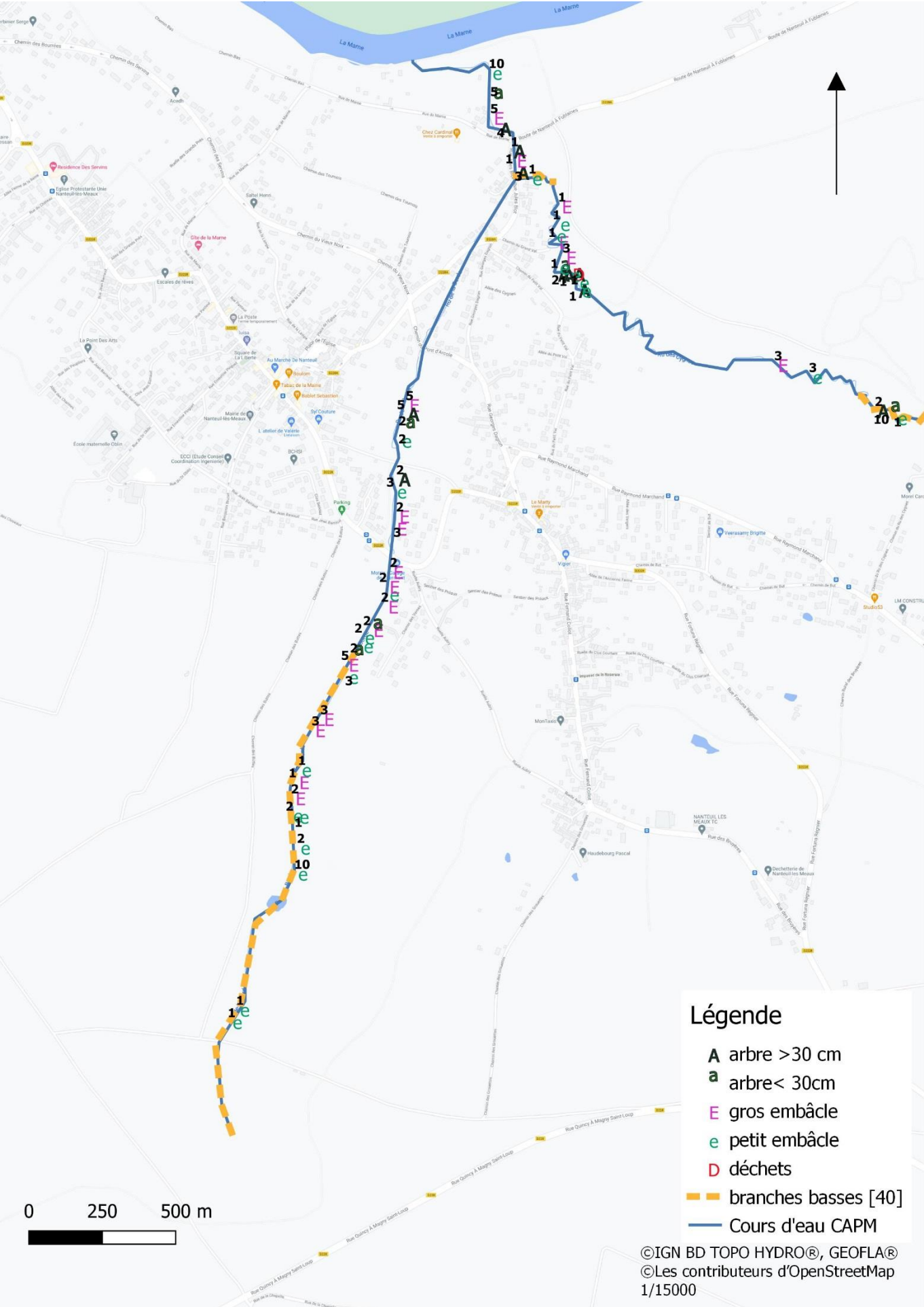




## Affluents du ru des Cygnes – SECTEUR 5



Ru de la Borde – SECTEUR 5



Ru du Val – SECTEUR 5

